

Sauver le Venezuela

Monde

Par Rut Diamint

Professeure à l'Université Torcuato Di Tella

Publié le 10 septembre 2024

Laura Tedesco

*Professeure de sciences politiques et de relations internationales à
l'université Saint-Louis (campus de Madrid)*

La communauté internationale, en particulier par l'intermédiaire des gouvernements latino-américains, peut-elle créer un cadre pour négocier la fin de la dictature ? Peut-être le sujet le plus difficile à traiter est-il d'offrir des garanties légales aux fonctionnaires civils et militaires accusés de violations des droits humains ou de corruption, ce qui suppose de mettre en place une justice transitionnelle spéciale.

Article initialement publié dans Agenda Publica

Les accords de la Barbade de 2023 ont suscité des attentes quant à une possible transition démocratique au Venezuela. Cependant, la réaction du gouvernement Maduro après les élections du dimanche 28 juillet ne devrait pas nous surprendre. À une époque où les régimes autoritaires se renforcent, qui pouvait croire que la dictature vénézuélienne accepterait une défaite électorale ? Publier les vrais résultats et les accepter

signifiait renoncer au pouvoir et, pour beaucoup de ceux qui participent à la dictature, cela impliquait aussi la prison ou l'exil.

Les dictateurs tentent de s'accrocher au pouvoir et ne cèdent ni sous la pression ni aux élections. Dans le contexte du Venezuela, il est légitime de se demander : pourquoi Nicolás Maduro a-t-il cru qu'il pourrait tromper la communauté internationale et rester au pouvoir ? Ou bien est-il coupé de la réalité au point d'espérer gagner les élections ?

Les dictatures ne font confiance qu'à leur propre jeu. Peut-être Maduro s'attendait-il vraiment à gagner les élections, révélant ainsi sa lecture déformée de la situation politique et économique au Venezuela. Il est également possible qu'il croyait pouvoir manipuler les résultats électoraux. Cela montre une mauvaise compréhension des événements survenus au Guatemala avec l'élection de Bernardo Arévalo comme président en août 2023. Ce qui a assuré l'arrivée d'Arévalo à la présidence, c'est la combinaison d'une société civile active et d'une communauté internationale attentive et prête à défendre la démocratie au Guatemala.

Les élections et le retour de la violence

Les résultats électoraux du 28 juillet ont secoué le Venezuela. Cependant, une transition démocratique semble très éloignée. Nous savons que les dictatures recourent à tous les moyens disponibles pour éviter les changements. Elles aspirent à s'éterniser. Nicolás Maduro, Diosdado Cabello et leurs alliés se battent pour rester au pouvoir. Ils pensent probablement qu'ils peuvent y parvenir parce que leur gouvernement n'est soumis à aucun contrôle : ils détiennent un pouvoir absolu. Ils savent que cette protection prendra fin s'ils quittent le gouvernement. Pour se défendre, ils n'hésitent pas à tuer ou emprisonner des Vénézuéliens qui descendent dans la rue pour défendre la démocratie.

Défendre leur pouvoir absolu est crucial. Après les élections, au moins 23 personnes sont mortes lors des manifestations citoyennes réclamant la publication des résultats. Des centaines de personnes ont disparu, sont détenues ou ont subi des abus de la part des autorités. Le gouvernement poursuit sa campagne d'intimidation sur les réseaux sociaux et dans les quartiers.

Depuis des décennies, un contrôle sévère de la population s'impose à travers le pays, ainsi qu'un degré élevé d'ingérence dans les institutions de l'État (dont beaucoup sont supposément autonomes) et un usage répandu de la violence, de la terreur, des emprisonnements et de l'exil pour ceux qui expriment des opinions divergentes. Cela n'est pas nouveau. La démocratie au Venezuela est morte il y a de nombreuses années. Son déclin a été un processus continu depuis l'arrivée de Hugo Chávez à la présidence en 1999. Chávez et Maduro, soutenus par les forces armées, se sont appropriés le pouvoir jusqu'à l'exercer de manière absolue. Les normes et les institutions ont été sapées, ne conservant que quelques rares fictions sur le respect des règles du jeu démocratique.

Face à la réaction du gouvernement aux résultats électoraux, il est nécessaire de souligner d'autres caractéristiques de la dictature vénézuélienne. Tant Chávez que Maduro ont renforcé leur pouvoir en s'appuyant sur le soutien des élites militaires. Par conséquent, il existe une forte militarisation du gouvernement et de la société. L'État est domestiqué par les Forces armées boliviennes qui ont déployé un contrôle capillaire dans toutes les régions du pays. Dans ce contexte, la peur prévaut, les services de renseignement (le SEBIN et la DGCIM) multiplient les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et les tortures des opposants politiques et de leurs familles.

Maduro reste président grâce à l'aide des militaires, ainsi qu'au soutien inconditionnel de divers alliés internationaux, dont Cuba, la Chine, la Russie, l'Iran et la Turquie. Maduro a renforcé

l'alliance avec les militaires que Chávez avait commencé à construire au cours de ses trois mandats présidentiels consécutifs. Il a resserré les liens avec l'armée, lui donnant un plus grand contrôle sur les principales industries d'État et accordant plus de postes politiques à des militaires actifs et retraités.

Créer un cadre pour négocier la fin de la dictature

La communauté internationale n'a pas démontré disposer des outils nécessaires pour imposer une sortie négociée à Maduro et ses alliés. Peut-être le sujet le plus difficile à traiter est-il d'offrir des avantages légaux à ces fonctionnaires civils et militaires, accusés de violations des droits humains ou de corruption, avec la mise en place d'une justice transitionnelle spéciale. Il est crucial que l'opposition reste unie. María Corina Machado a montré qu'elle était capable d'unifier l'opposition et de faire des compromis pour y parvenir. La société vénézuélienne est mobilisée contre un régime dictatorial qui est au pouvoir depuis 25 ans. La défaite de la dictature vénézuélienne dans les urnes doit être reconnue. C'est une opportunité, à la fois pour le Venezuela et pour renforcer les démocraties latino-américaines. Un échec serait catastrophique.